ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 1362

Texte de la question

STATISTIQUES DU CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Alain Vidalies. Le groupe socialiste tient à marquer sa profonde émotion face au drame qui a frappé notre pays et s'associe pleinement aux condoléances adressées, dans l'unité nationale, aux familles des victimes.

Monsieur le Premier ministre, 300 000 chômeurs de plus depuis le début de l'année : chaque mois, les chiffres du chômage révèlent l'aggravation de la crise, qui conduit inexorablement notre pays vers un million de chômeurs supplémentaires en 2009.

Face à cette crise, le groupe socialiste vous a proposé de protéger les victimes en allongeant la durée d'indemnisation pour les salariés en fin de CDD ou en intérim. Vous avez refusé.

Le groupe socialiste vous a proposé de généraliser le contrat de transition professionnelle et de porter sa durée à deux ans. Vous avez refusé.

Le groupe socialiste vous a proposé de durcir les conditions de licenciement économique pour les entreprises bénéficiaires. Vous avez refusé.

Le groupe socialiste vous a proposé de supprimer les allégements de cotisations sur les heures supplémentaires, machine infernale à détruire des emplois avec l'argent du contribuable. Vous avez refusé.

Le groupe socialiste vous a proposé d'abroger le bouclier fiscal et de plafonner les revenus des dirigeants d'entreprise. Vous avez refusé.

Le groupe socialiste vous a proposé de renoncer à la suppression de 30 000 emplois dans la fonction publique et de 20 000 dans les hôpitaux. Vous avez refusé.

Le groupe socialiste vous a proposé un véritable plan de relance pour redonner de l'énergie à notre économie, notamment par le versement immédiat de 500 euros à tous les bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux. Vous avez refusé.

Le groupe socialiste vous a proposé de prendre l'initiative d'une relance coordonnée au niveau européen. Vous avez refusé.

Monsieur le Premier ministre, votre seule réaction a été d'annoncer la poursuite de l'augmentation du chômage jusqu'au premier trimestre 2010 au moins.

Un député du groupe UMP. C'est faux !

M. Alain Vidalies. Les Français n'attendent pas du Gouvernement un rôle de Pythie qui annonce et commente la crise. Votre inertie est aujourd'hui coupable. Quand allez-vous enfin mesurer l'ampleur de la crise et changer de politique ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi.* Monsieur le député Vidalies, un jour comme aujourd'hui, je regrette que vous ayez volontairement pris un ton d'affrontement sur ce sujet. *(Protestations, hurlements et bruits de pupitre sur les bancs des groupes SRC et GDR, couvrant la voix de M. le secrétaire d'État.)*

M. Jean Glavany. C'est indigne !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Je vais essayer de vous répondre sur l'ensemble des points que vous

avez évoqués. *(Mêmes mouvements.)*
M. le président. Je vous en prie ! On se calme !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Je pense que la question de l'emploi mérite un tout petit peu plus de respect. Monsieur Vidalies, nous nous connaissons suffisamment pour pouvoir échanger sereinement sur ces questions.
Vous avez évoqué, tout d'abord, la question de l'allégement de l'indemnisation de l'assurance chômage. Le sujet a été traité dans le cadre des négociations avec les partenaires sociaux sur l'amélioration de l'indemnisation. *(Mêmes mouvements.)*
M. le président. Allons, je vous en prie !
M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État.* Vous faites des propositions. J'essaie de vous répondre. Je pense que cela peut se faire dans un climat un peu plus respectueux, comme cela s'est toujours passé pour les propositions de loi sur lesquelles nous avons échangées. *(Mêmes mouvements, sans interruption jusqu'à la fin de la réponse, malgré les appels au calme répétés de M. le président.)*
S'agissant du contrat de transition professionnelle et de la convention de reclassement personnalisé, ces instruments visent à aider les demandeurs d'emploi à retrouver un emploi. Monsieur Vidalies, là encore, nous l'avons déjà entrepris avec les partenaires sociaux.
S'agissant des allègements de charge et de la suppression des allègements pour les heures supplémentaires, que vous avez proposée, je tiens à vous rappeler la situation : si vous supprimiez ces allègements, cela représenterait des pertes totales de salaire pour les ouvriers modestes de deux milliards d'euros. Je comprends votre proposition, mais comprenez que nous ne nous engagions pas dans une telle voie.
Enfin, s'agissant des mesures sur le pouvoir d'achat, je trouve intéressant que vous en parliez cette semaine - semaine au cours de laquelle est mis en place le revenu de solidarité active, sont versées aux familles les plus modestes des prestations pour leur permettre notamment de recourir aux services à la personne, et au cours de laquelle sont prises des dispositions en faveur des gardes d'enfants.
Sur toutes ces mesures, je vous trouve très prompt à la critique. Soyez un peu plus vigoureux dans les propositions ! *(Mêmes mouvements. - Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Les exclamations des députés des groupes SRC et GDR se calment peu à peu.)*

Données clés

Auteur : M. Alain Vidalies
Circonscription : Landes (1re circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1362
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : Emploi
Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 3 juin 2009
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 juin 2009